



## Assemblée générale

Distr.  
LIMITÉE

A/C.5/53/L.33  
18 décembre 1998  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Cinquante-troisième session  
CINQUIÈME COMMISSION  
Point 112 de l'ordre du jour

EXAMEN DE L'EFFICACITÉ DU FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF  
ET FINANCIER DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Esquisse budgétaire proposée pour l'exercice biennal 2000-2001

Projet de résolution présenté par le Vice-Président à l'issue  
de consultations officielles

L'Assemblée générale,

Réaffirmant sa résolution 41/213 du 19 décembre 1986, dans laquelle elle a notamment prié le Secrétaire général de présenter, les années où il n'est pas soumis de budget, une esquisse définissant le plan général du projet de budget-programme pour l'exercice biennal suivant,

Réaffirmant également la section VI de la partie B de sa résolution 45/248 du 21 décembre 1990,

Réaffirmant en outre l'article 153 de son Règlement intérieur,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur l'esquisse budgétaire proposée pour l'exercice biennal 2000-2001<sup>1</sup>, les recommandations correspondantes du Comité du programme et de la coordination<sup>2</sup> et les recommandations formulées dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>3</sup>,

Ayant examiné également le rapport du Secrétaire général sur la question des dépenses additionnelles, y compris celles qui se rapportent au maintien de

---

<sup>1</sup> A/53/220.

<sup>2</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément No 16 (A/53/16), deuxième partie, chap. II, par. 28.

<sup>3</sup> Voir A/53/718 et Corr.1.

la paix et de la sécurité ou tiennent à l'inflation et aux fluctuations monétaires<sup>4</sup> et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>5</sup>,

1. Prend note du rapport du Comité du programme et de la coordination<sup>6</sup> et du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>7</sup>;

2. Réaffirme que l'esquisse budgétaire doit donner des indications sur les points ci-après :

a) Estimation préliminaire des ressources à prévoir pour mener à bien le programme d'activité proposé pour l'exercice biennal;

b) Priorités reflétant les orientations générales, par grands secteurs;

c) Croissance réelle, positive ou négative, par rapport au budget précédent;

d) Montant du Fonds de réserve, exprimé en pourcentage du montant global des ressources;

3. Réaffirme également que l'esquisse budgétaire doit aider à mieux prévoir les ressources nécessaires pour l'exercice biennal suivant, favoriser une plus grande participation des États Membres au processus budgétaire et faciliter ainsi la réalisation d'un accord aussi large que possible sur le budget-programme;

4. Note que l'esquisse budgétaire est une estimation préliminaire des ressources;

5. Réaffirme que les propositions budgétaires du Secrétaire général doivent refléter le volume des ressources nécessaires pour exécuter intégralement, efficacement et économiquement les activités prescrites;

6. Insiste sur le fait que les États Membres doivent prévoir des ressources suffisantes pour l'exécution intégrale de tous les programmes et activités prescrits;

7. Décide que la réduction des dépenses d'un montant de 19,8 millions de dollars des États-Unis attendue en raison des économies prévues ne doit pas être prise en compte dans l'esquisse budgétaire pour l'exercice biennal 2000-2001;

---

<sup>4</sup> A/C.5/51/57.

<sup>5</sup> A/52/7/Add.2.

<sup>6</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément No 16 (A/53/16).

<sup>7</sup> A/53/718 et Corr.1.

8. Considère en outre que les efforts visant à l'utilisation efficace des ressources doivent se poursuivre, sans compromettre l'exécution des programmes et activités prescrits;

9. Souscrit à la proposition formulée par le Secrétaire général dans son rapport sur les dépenses additionnelles<sup>8</sup> et aux recommandations que le Comité consultatif a formulées à ce sujet dans son rapport<sup>9</sup>, selon lesquelles des crédits devraient être prévus dans l'esquisse budgétaire au titre des dépenses relatives à des missions politiques spéciales ayant trait à la paix et à la sécurité dont on pense qu'elles seront reconduites ou approuvées au cours de l'exercice biennal;

10. Décide que l'estimation préliminaire des ressources à inscrire au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001 comprendra par conséquent pour les missions politiques un montant de 86,2 millions de dollars aux taux révisés de l'exercice biennal 1998-1999, qui devra être pris en compte dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001, et que les dépenses additionnelles continueront d'être traitées conformément aux dispositions de sa résolution 41/213;

11. Invite le Secrétaire général à établir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001 sur la base d'une estimation préliminaire représentant au total 2 milliards 545 millions de dollars aux taux révisés de l'exercice biennal 1998-1999;

12. Décide que le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001 prévoira la réévaluation des coûts selon la méthode actuelle;

13. Affirme de nouveau que les priorités pour l'exercice biennal 2000-2001, telles qu'elle les a définies dans sa résolution 51/219 du 18 décembre 1996, sont les suivantes :

- a) Maintien de la paix et de la sécurité internationales;
- b) Promotion d'une croissance économique soutenue et du développement durable, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et aux décisions prises à l'occasion de récentes conférences des Nations Unies;
- c) Développement de l'Afrique;
- d) Promotion des droits de l'homme;
- e) Coordination efficace des opérations d'assistance humanitaire;
- f) Promotion de la justice et du droit international;
- g) Désarmement;

---

<sup>8</sup> A/C.5/51/58, par. 6.

<sup>9</sup> A/52/7/Add.2, par. 7.

h) Lutte contre la drogue, prévention du crime et lutte contre le terrorisme international sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations;

14. Demande à nouveau au Secrétaire général d'indiquer, dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001, le volume total des ressources dont il lui faudrait disposer, toutes sources de financement confondues, pour pouvoir exécuter intégralement tous les programmes et activités prescrits;

15. Décide que le Fonds de réserve sera fixé à 0,75 % du montant de l'estimation préliminaire, à savoir 19,1 millions de dollars, et que cette somme, qui est en sus du montant total de l'estimation préliminaire, sera utilisée conformément aux procédures régissant l'utilisation et le fonctionnement du Fonds de réserve.

-----